

Turquie : des milliers de manifestants à Ankara en hommage aux victimes de l'attentat

dimanche 11 octobre 2015, par [Le Monde.fr](http://LeMonde.fr) (Date de rédaction antérieure : 11 octobre 2015).

La Turquie, frappée par l'attentat le plus meurtrier de son histoire, commence dimanche 11 octobre à enterrer les victimes des explosions qui ont fait au moins 95 morts dans une manifestation pour la paix organisée par l'opposition prokurde à trois semaines des élections législatives anticipées. Alors que débutaient les trois jours de deuil national décrétés par le gouvernement, les premières obsèques des militants de l'opposition qui ont péri dans cet attentat non revendiqué doivent se dérouler dans la journée.

Une manifestation en hommage aux victimes

Des milliers de personnes se sont réunies dimanche dans les rues d'Ankara pour rendre hommage aux victimes du double attentat suicide.

Réunis à l'appel des syndicats, ONG et partis politiques proches de la gauche et de la cause kurde qui avaient appelé au rassemblement pour la paix de la veille, les manifestants ont dénoncé la responsabilité du gouvernement, aux cris de « Erdogan meurtrier » et « gouvernement démission ».

Les élections législatives maintenues

La Turquie maintient ses élections législatives prévues pour le 1^{er} novembre malgré l'attentat, a annoncé dimanche un responsable gouvernemental. « En raison des risques accrus, la sécurité aux meetings électoraux, qui a déjà été augmentée, sera encore renforcée. L'élection se tiendra en toute sécurité. »

Au moins 95 morts et 246 blessés

Selon un communiqué des services du premier ministre, Ahmet Davutoglu, le bilan s'élevait samedi en fin de soirée à 95 morts et 246 blessés, dont 48 se trouvaient toujours en soins intensifs dans les hôpitaux d'Ankara.

Le Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde, gauche), formation qui avait appelé à la manifestation, a assuré quant à lui dans la nuit sur son compte Twitter avoir établi un bilan de 128 morts.

Deux violentes explosions ont secoué samedi matin les alentours de la gare centrale d'Ankara, où des milliers de militants venus de toute la Turquie à l'appel de plusieurs syndicats, d'ONG et partis de gauche se rassemblaient pour dénoncer la reprise du conflit entre Ankara et les rebelles kurdes. Les déflagrations ont transformé l'esplanade, jonchée de corps sans vie, en scène de guerre et provoqué la panique dans la foule.

Selon le gouvernement islamo-conservateur turc, cet attentat a été « perpétré par deux kamikazes ». En l'absence de revendication, le chef du gouvernement a pointé du doigt trois mouvements

susceptibles, selon lui, d'en être l'auteur : le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le groupe Etat islamique (EI) et le Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C) d'extrême gauche.

Le HDP met en cause le gouvernement

Après l'attentat, la police a tiré des coups de feu en l'air pour disperser des manifestants en colère qui dénonçaient l'absence de mesures de sécurité autour de leur rassemblement, aux cris de « policiers assassins ».

De son côté, le HDP a explicitement mis en cause le pouvoir. « Nous sommes confrontés à un Etat meurtrier qui s'est transformé en mafia », a déclaré le chef de file du parti, Selahattin Demirtas. A Istanbul et dans plusieurs villes du sud-est du pays, des milliers de personnes ont manifesté contre le gouvernement. « Erdogan meurtrier », « la paix l'emportera » et « AKP assassin ! », scandaient les protestataires, accusant le président et son mouvement AKP (Parti de la justice et du développement) d'être responsables de la violence. Des manifestations prokurdes similaires se sont déroulées en Europe, notamment en France, en Allemagne ou en Suisse.

Trêve du PKK avant les législatives

Durant l'été, deux meetings du HDP avaient fait l'objet d'attaques meurtrières : à Diyarbakir, le 5 juin, puis à Suruç, près de la frontière syrienne, le 20 juillet. Cette dernière attaque, qui avait fait 32 morts, avait été imputée par le gouvernement à l'Etat islamique, mais celui-ci ne l'a jamais revendiqué.

La Turquie, Etat membre de l'OTAN, vit en alerte renforcée depuis que le président, Recep Tayyip Erdogan, après l'attentat de Suruç, a déclenché un « combat synchronisé contre le terrorisme », contre l'organisation Etat islamique en Syrie et contre des bases arrière du PKK dans le nord de l'Irak, s'exposant à un double front.

Cependant, ce samedi, les rebelles du PKK, qui ont multiplié depuis près de trois mois les attaques contre les forces de sécurité turques, ont annoncé la suspension de leurs activités à trois semaines des élections législatives. « Tenant compte des appels venus de Turquie et de l'étranger, notre mouvement a décrété une période d'inactivité pour nos forces de guérilla, sauf si nos militants et nos forces de guérilla étaient attaqués », a fait savoir l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), l'organisation qui chapeaute les mouvements rebelles kurdes.

« Nous ne ferons rien qui puisse empêcher une élection équitable. »

La presse progouvernementale a vite accusé l'opposition kurde. Le quotidien *Sabah*, notamment, a suggéré que le PKK pourrait être à l'origine de l'attentat de samedi. Mais selon les rebelles, « ce massacre doit être compris comme une conspiration du gouvernement AKP pour rester au pouvoir ». Lors du scrutin législatif du 7 juin, l'AKP a perdu la majorité absolue qu'il détenait depuis treize ans au parlement, notamment en raison du bon score réalisé par le HDP. Après l'échec des négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition, M. Erdogan a convoqué des élections législatives anticipées pour le 1^{er} novembre.

Le Monde.fr avec AFP et Reuters

P.-S.

* « Ankara : des milliers de manifestants à Ankara en hommage aux victimes de l'attentat ». Le Monde.fr | 11.10.2015 à 06h03 • Mis à jour le 11.10.2015 à 19h21 : http://lemonde.fr/europe/article/2015/10/11/jour-de-deuil-en-turquie-apres-l-attentat-d-ankara_4787140_3214.html